Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 5 (1913)
Heft: 1

Artikel: La nécessité du socialisme
Autor: Brunellière, Charles
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-382961

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 06.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

montant, quant à la somme assurée, n'atteint guère 200 francs, tandis que les frais montent au-dessus de 70 p. 100 des primes nettes ou 40 p. 100 des primes brutes et que chaque année sont abandonnées un nombre de polices presque égal à la moitié de celles qui sont prises dans la même année.

Il est vrai que des réformes de cet état redoutable se préparent en ce moment en Allemagne; c'est ainsi que l'Union des syndicats ouvriers allemands avec le concours des societés coopératives de consommation vient de constituer pour leurs membres la «Volksfürsorge», une assurance populaire sur la vie sous forme d'une entreprise par actions.

Or, d'après ce que nous avons dit sur la valeur économique de l'assurance, il faut remarquer, au grand regret pour l'effort sincère tenté, que ces réformes — même si elles ont atteint leur but — ne peuvent avoir une véritable importance sur le développement de la prévoyance sociale.

Quant à la diminution du chargement des primes, une société suisse (Société suisse d'ass. gén., Zurich), par exemple, est arrivée, moyennant un contrat avec la poste fédérale, à un taux très bas, à savoir 16 p. 100 de la prime brute. Quoique ce taux ne soit à peu près qu'un tiers du taux moyen cité plus haut pour l'Allemagne, on ne voit pas que l'assurance populaire en Suisse soit plus répandue qu'en ce pays-ci.

D'autre part on propose, pour éviter le grand nombre de polices qui tombent en désuétude, le système des primes uniques (Sparversicherung), comme l'emploie actuellement la Caisse nationale des retraites où chaque prime versée acquiert le droit à une certaine somme d'assurance indépendante des versements qui précèdent ou suivent. Mais, très avantageux pour l'assurance des *retraites*, au point de vue de la prévoyance *en cas de décès*, ce procédé — si ingénieux qu'il puisse paraître — peut devenir fort dangereux, comme nous l'allons voir par l'exemple suivant.

La «Victoria», une entreprise d'assurance populaire allemande, peut allouer, d'après le système usuel, en cas de décès, une somme de 441 francs pour une prime de 30 centimes par semaine, payable de vingt-cinq à soixante ans.

L'orsqu'un assuré fait les mêmes versements d'après le système de la prime unique, la somme qui s'accroît, assurée par chaque nouvelle prime, atteint après

2	ans	fr. 66
5	»	» 177
10	»	» 350
15	»	» 506
20	»	» 646
30	»	» 889

On voit que, pendant les premières quatorze années à peu près de la durée de l'assurance, la somme d'assurance, d'après le système de la prime unique, est considérablement *au-dessous* de celle-ci d'après le système usuel, où la somme assurée reste constante, et que, dans ces conditions, *l'assurance manque son but à peu près pour 13 p. 100 des assurés, et cela justement dans la période où le service de l'assurance est le plus précieux.*

Signalons encore, comme suite de réformes d'un caractère différent, le développement de l'assurance populaire aux Etats-Unis, assurance qui élargit son cercle d'action et s'étend avec succès jusque sur l'hygiène sociale.

Il reste incontestable, et on le voit davantage de jour en jour, que ce n'est ni l'épargne ni l'assurance *individuelle* qui pourront *à elles seules* satisfaire aux besoins de la classe à faibles revenus ou l'encourager à épargner sur son gain quotidien. Pour obtenir ce résultat, il faudrait un stimulant d'une autre valeur qu'un faible dépôt à la caisse d'épargne ou une police d'assurance avec l'incertitude d'en pouvoir toujours verser les primes. Ce stimulant serait de pouvoir *assurer l'ouvrier contre le cauchemar de l'insécurité du lendemain et cela sans lui retirer, par ce fait, toute la disponibilité de ses économies*, c'est-à-dire de créer pour lui, sous le régime de l'assurance sociale, en même temps qu'elle, *un crédit personnel* et des ressources plus élevées que celles que l'épargne seule peut lui procurer.

Or, à cet impérieux *besoin d'ordre économique* correspondent, comme nous l'allons voir, par une rencontre heureuse sur laquelle nous insistons, *des raisons purement techniques* puisées dans l'essence de l'assurance mutuelle sur la vie. *(à suivre.)*

La nécessité du socialisme.

Les militants du Parti n'ont pas besoin qu'on essaie de les convaincre de la nécessité du socialisme, car ils l'ont dans le sang et par conséquent dans le cerveau et dans le cœur.

Il n'en est pas de même des masses profondes de la classe ouvrière et paysanne; il y existe, au contraire, une foule de personnes, hommes et femmes, qui s'apercevront bien que la société capitaliste leur occasionne des souffrances et de l'insécurité, qui s'en plaignent souvent plus que les militants socialistes eux-mêmes, mais qui ne font aucun effort — même de pensée — pour découvrir la source du mal dont ils souffrent et chercher le remède qu'il convient d'y apporter.

C'est une force latente, qui se mettra en mouvement sous l'influence des faits économiques et aussi de notre propagande.

C'est à cette foule inconsciente, trop nombreuse encore, qu'il convient de démontrer que le socialisme est la solution nécessaire et fatale (au sens philosophique de ces deux mots), l'aboutissant du régime capitaliste.

Les faits, du reste, le prouvent.

Le socialisme scientifique, autrement dit le collectivisme révolutionnaire, qu'il ne faut pas confondre avec les aspirations encore vagues connues sous le nom de socialisme utopique, est nécessaire en matière politique.

Tous les partis bourgeois se sont rapidement usés à l'exercice du pouvoir. Notre République a eu la bonne fortune de le prouver en mettant successivement à l'épreuve toutes les nuances de son arc-en-ciel politique.

A peine sortie du chaos qui a suivi la guerre et la Commune, elle est restée réactionnaire avec l'Ordre moral, conservatrice avec Jules Simon, opportuniste avec Gambetta et Jules Ferry, radicale avec Floquet, puis radicale-socialiste. Elle a vainement essayé la parodie du socialisme avec le compagnon Briand (Aristide) et le citoyen Viviani. Ces différentes tentatives ont donné la preuve manifeste qu'elles n'étaient pas viables.

Les boutiquiers parisiens, qui sont les plus fieffés réactionnaires du monde entier, voudraient bien profiter de la déception du pays pour rétablir le système monarchique; mais leurs efforts se bornent à exposer dans leurs vitrines tantôt des multitudes de Jeanne d'Arc pour engager les ouvriers parisiens à restaurer la monarchie dans la personne du prince Gamelle, tantôt des multitudes de Napoléon pour les décider à restaurer l'Empire et le prince Victor.

Hélas, les ouvriers passent indifférents, et comme les boutiquiers ne sont pas plus décidés à fabriquer eux-mêmes leur monarchie ou leur empire que la camelote qu'ils vendent, les choses sont restées, restent et resteront en place jusqu'au moment, plus proche peut-être qu'on ne croit, où il faudra bien arriver à la République Socialiste par la Révolution sociale.

Le socialisme est également nécessaire en matière économique.

C'est tellement vrai, que la bourgeoisie capitaliste a beau être maîtresse des pouvoirs publics, autrement dit du budget et de la force publique, elle a beau être incroyablement riche par elle-même et disposer à son profit de l'Epargne du Peuple, elle est dans l'impossibilité de maintenir la discipline nécessaire dans le domaine de la production; elle n'est pas même assurée de l'obéissance de ses propres fonctionnaires.

Basant la production sur le profit pour elle-même, elle enlève au travailleur toute espèce de goût à son travail et tout amour-propre professionnel, et elle arrive à cette inconséquence que le travailleur a tout intérêt à produire le moins et le plus mal possible.

Aussi peut-on s'étonner de sa naïveté quand nous l'entendons gémir sur le développement de la nonchalance et du sabotage dans les milieux ouvriers. Il est facile, quand on possède une presse aussi formidable que bien domestiquée, d'essayer d'en rejeter la faute sur les socialistes et leur doctrine, mais il n'en est pas moins vrai que ce relâchement de la qualité et de la quantité de la production est le fruit vénéneux, mais inévitable, du régime capitaliste lui-même.

Le socialisme est nécessaire en matière de travaux publics.

Voyons, prenons le ministre, le préfet, le maire, le président du Conseil général et celui de la Chambre de commerce les plus probes, les mieux intentionnés — et ils ne sont certes pas tous de cette espèce-là, ils ne peuvent pas l'être. Comment pourraient-ils résister à la meute innombrable des exploiteurs qui se ruent sur les entreprises publiques? Que sont près d'eux les animaux les plus voraces, fussent-ils des requins et des crocodiles?

Nous en avons connu des maires, il y a eu certainement des ministres qui ont voulu défendre les finances qui leur étaient confiées; avec quelle ardeur on les a jetés à la porte!

Le socialisme est nécessaire au point de vue social.

L'ancienne religion chrétienne se maintient depuis que Constantin l'a mise au pouvoir, c'est-à dire depuis seize siècles, car elle repose sur des principes communistes dénaturés, il est vrai: mais tout s'use; obéissant à la loi commune, elle s'en va, elle se meurt.

La bourgeoisie voltairienne lui a porté un coup fatal, mais n'ayant rien dans le cœur, elle n'a rien su mettre à sa place et elle laisse tout s'en aller à la dérive.

Or, il n'y a pas de communauté humaine possible avec le chacun pour soi, la lutte féroce des intérêts particuliers et le déchaînement des appétits.

L'Humanité ne peut pas, ne veut pas mourir.

N'y aurait-il que cette raison, et il en a bien d'autres au point de vue social, le socialisme est nécessaire, son heure arrive.

Un dernier mot pour conclure:

« Messieurs les capitalistes, vous le savez aussi bien que nous; vous nous volez, en les dénaturant à votre profit, bien entendu, en face des difficultés que votre politique dresse sous vos pas, des solutions empruntées au collectivisme le plus révolutionnaire. C'est reculer pour mieux sauter.»

(Le Socialisme.) *Charles Brunellière.*